

Je n'en sais rien. Avant la déclaration de la guerre, le chef de l'opposition avait pris des mesures pour tenir des assemblées dans les divisions électorales importantes de l'Ouest dans les intérêts du parti libéral et, si ces assemblées étaient dans les intérêts du parti libéral, elles seraient dans les intérêts du Canada; mais immédiatement après la déclaration de la guerre, mon très honorable ami annula tous ces engagements. La session de guerre fut convoquée, et autant que j'en ai pu juger par les déclarations des membres et de la droite et de la gauche de la Chambre, il exista une complète unanimité à l'endroit des mesures de guerre soumises au cours de cette session. On a laissé entendre des deux côtés de la Chambre que même au cours de ce laps de temps il n'y avait pas eu de trêve au sens strict du mot, vu que l'Imprimerie nationale adressait partout des brochures politiques qui pourraient être expédiées franco. Je ne connais rien de tout cela. Avant la conversation de la présente session, je suppose qu'on a conclu une trêve touchant les élections partielles, et cela m'a permis d'être élu facilement à cette Chambre. J'apprécis l'honneur qui m'a été fait de représenter mon comté. Mais si j'avais cru qu'en devenant membre de cette Chambre, je sanctionnais une trêve de partis quelconque, que ma langue serait liée et que je ne pourrais discuter le moins des questions qui méritent d'être débattues, autant j'apprécie l'honneur de représenter mon comté, autant ma conscience ne m'aurait pas permis d'accepter la candidature et un siège en cette enceinte. Voilà mon sentiment à l'égard de la trêve des partis. Toujours au sujet de cette trêve, surgit la question des élections générales. Mais je ne suis pas ici pour discuter cette question. Je crois connaître assez la politique pour savoir que le Gouvernement d'un pays n'est pas beaucoup influencé parce que l'opposition peut dire sur le temps opportun de faire des élections générales. Je ne m'attends pas à ce que ce Gouvernement nous mette dans ses secrets ou qu'il soit influencé par tout ce que nous pourrions dire au sujet d'élections générales.

Si je ne me trompe, je me fais l'écho des sentiments de tous les membres de cette Chambre, en disant que pas un, après plusieurs campagnes électorales, ne désire recommencer maintenant. Tous nous voulons éloigner le spectre des élections, le Gouvernement aussi bien que l'opposition.

Qu'on me permette d'ajouter que je me considérerais indigne de l'honneur de re-

présenter mon comté, si je me laissais influencer dans ce que je tiens pour une critique opportune par la crainte que mes paroles pourraient amener des élections générales.

L'honorable député de Lambton-est a dit encore que les honorables membres de la gauche créaient des embarras au Gouvernement. Eh bien! c'est une admission que cette critique est quelque peu embarrassante. Il a ajouté que les honorables membres de la gauche se levaient, en cette Chambre, pour tenter d'embarrasser le Gouvernement avec leurs critiques à un temps où le Gouvernement devait faire face à l'une des plus grandes crises dont l'histoire du pays fasse mention. J'avoue cela. Mais je veux dire que le Gouvernement n'est pas seul concerné dans cette question; le peuple du Canada doit résoudre le même problème. Je crois exprimer le sentiment de tout homme, de toute femme et de tout enfant qui connaît ce que la guerre signifie, lorsque je dis que tout habitant de ce pays, depuis l'Atlantique jusqu'au Pacifique a tout autant d'intérêt dans cette guerre qu'en peut avoir aucun membre du Gouvernement ou qui que ce soit.

M. CARVELL: Même y compris le ministre des Finances.

M. COPP: Le ministre des Finances même compris. Mon honorable ami de Lambton-est a fait une belle description de nos vaillants soldats marchant au front et se rendant dans les tranchées, tandis que les honorables membres de la gauche embarrassent le Gouvernement par leurs critiques. Si l'honorable député s'était rendu un peu plus loin, il aurait fait une peinture fidèle. Il aurait pu rendre celle-ci plus explicite, plus complète pour la population du Canada.

Lorsqu'il a peint nos vaillants soldats se rendant dans les tranchées, il aurait pu dire qu'ils étaient revêtus d'uniformes khaki achetés d'amis politiques qui ont réalisé par cette vente un profit considérable, que leurs pieds étaient chaussés de bottes en vache fendue munie de fausse semelle en papier. Mais mon honorable ami ne s'est pas rendu jusque-là. Il a répandu des pleurs abondants parce que nous embarrassons le Gouvernement. Il aurait pu laisser couler un pleur à l'adresse de nos vaillants soldats qui durant des semaines et des mois ont été partout exposés, les pieds chaussés des bottes dont je viens de parler, à l'humili-